



POST PROJECT EVALUATION
FOR THE
UNITED NATIONS DEMOCRACY FUND

EVALUATION REPORT

UDF-17-742-DRC

Promoting Political Participation in
Democratic Elections in the
Democratic Republic of Congo

December 2022

E1'""*ti&' S*mm!r\$ in En +i2) 3,or UNDEF int'rn!+ #*r#o2'24

This report is the evaluation of the project "Support to CSOs in actions to promote participatory

- The work on existing institutions (COC, local authorities) and on their own development plans, without creating new bodies, groups or strategies specific to the project, was also key to ensuring the success of the project
- The measures taken by the project in order to adapt to the COVID-19 pandemic which included the development of COVID-related awareness campaigns, the implementation of concrete measures to avoid the spread of COVID during the implementation of project activities and the necessary budgetary reallocations to accommodate for the purchase of sanitary protection material was also key

TABLE DE MATIÈRES

| | | |
|-------|---|---|
| I.9 | : VALUATION GLOBALE | 1 |
| II.9 | CONTEXTE ET STRATÉGIE DU PROJET | < |
| | 2.1 CONTEXTE | < |
| | 2.2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES OBJECTIFS | = |
| III.9 | Méthodologie | > |
| | 3.1 Portée, Cadre et Approche de l'évaluation | > |
| | 3.2 Collecte et Analyse des Données | A |
| IV.9 | CONSTATS DE L'ÉVALUATION | B |
| | 4.1 COHÉRENCE | B |

R' m' r"i' m' nt2

6FAvaluateur tient 8 remercier M\$ %aime 4alacios du , *) D ainsi @u;8 toute l;A@uipe de Caritas D'Avancement Ou1avu 2CD03, notamment M\$ 7imA Mushagalusa * yoji, pour leur aide inestima' le dans la prAparation de ce rapport 8 une pAriode e(ceptionnellement difficile en raison de la COE<D/ # 2ce @ui signifiait @uifil n'Atait pas possi' le de se rendre dans le pays pour l'FAvaluation3 et le conte(cte politi@ue et sAcuritaire de la rAgion du Sud 5ivu\$ Toutes les erreurs et omissions restent de la responsa' ilitA de l'fauteur\$

C+! *2' (' non-r' 2#on2! . i+itD

6es opinions e(primAes dans ce rapport sont celles de l'FAvaluateur\$ <ls ne reprAsentent pas ceu(du , *) D ou d'aucune des institutions mentionnAes dans le rapport\$

A*t' *r

Ce rapport a AtA rAdigA par %uan +nri@ue * icolHs 7 dHn\$

19 : VALUATION %LO7ALE

Ce rapport est

dAmocratisation : ceci est confirmA 8 travers l;analyse @quantitative et @ualitative des

mariages forcés et tances illégales, entre autres. De plus, la sécurité et la paix sociale, piliers de toute démocratie, constituent des soucis majeurs des populations, en particulier des collectifs les plus vulnérables dont les femmes.

Outre cela, les violations des droits humains, les restrictions de liberté d'expression et de mouvement, la dégradation de l'économie et la situation d'urgence humanitaire d'une population fortement enclavée, pauvre et peu scolarisée, ce qui nuit à la qualité de la participation démocratique de ces populations.

Les violations des droits humains, l'impunité des auteurs de violations, l'absence de justice, l'ignorance des populations et des acteurs mandatés / l'absence de dialogue, l'analphabétisme, l'accès limité aux textes juridiques pertinents, l'absence de volonté politique et de capacités à garantir une démocratie de qualité de la part des acteurs mandatés, la mauvaise gouvernance, le détournement de solde des militaires et policiers qui recourent aux extorsions des biens de populations (tances illégales comme moyen de survie, corruption impunie qui causent la rapatriation des violations et le découragement des victimes à dénoncer, la rupture des liens sociaux entre les populations et les autorités locales, ce qui crée une relation de méfiance, accentue les violations de droits et ne favorise pas la redevabilité des autorités envers les populations dans la gestion de la chose publique, le climat d'insécurité qui cause de l'activisme des groupes armés qui extorquent les populations comme moyen de survie.

Outre ces causes structurelles, l'absence de confiance des citoyens envers les autorités et la légitimité et la légalité pourrait occasionner une certaine méfiance et un certain retranchement à la participation active.

Cette situation est mitigée. Les données indiquent que les violations des droits de l'homme dans les villages isolés de Sud Sivu, ainsi que par les informations partagées dans les réunions du cluster protection de Sud Sivu, dont Caritas Ouvahu est membre.

Les données indiquent que les violations des droits de l'homme sont toujours présentes.

Les violations des droits de l'homme sont toujours présentes (i.e., des violations de droits de l'homme) (mini-traité, 2012) (voir aussi le rapport de l'ONU sur les violations des droits de l'homme).

- Au niveau village, les villages ci-dessus, un accompagnement de proximité a été prévu au préalable (Comité local d'Organisation Communautaire COC, dont les membres sont bénévoles, et aux autorités pour faire respecter des droits civils :

CD0 et du , *) D pour encourager le rTle des OSC dans les actions de promotion de la gouvernance participative et Xtat de Droit en RDC en gAnAral et dans la ?one du Sud 5ivu en

6fAvaluation a AtA rAalisAe dans le cadre de la pandAmie mondiale de COE<D/ # \$ 7prJs des conversations avec le personnel de la CDO et le , *) D, i+ ! DtD "on"+* I *' +' #ro6't #o*rr! it Otr' D&!+*D L (i2t!n"" 2!n2 rD(*ir' +! I *!+itD (* #ro"" 22*2 't ('2 +i&r!. +' 2? si les outils de collecte de donnAes Ataient adaptAs au(diffArents informateurs et @ue le calendrier restait fle(i' le pour s'adapter 8 la disponi'ilitA des part

IV9 CONSTATS DE L@ VALUATION

de la cohésion sociale, la promotion de droits de la femme, la résolution pacifique de conflits, la gouvernance participative et inclusive

- /

'

consultAs constatent @ue P les autoritAs locales ont changA leur faNon de travailler, en
i608468(e) 1528759() 1094931() 133905(0) 166074(0) 180252(0) 22711(0) 25841(0) 10
2accJs A@uita' le des victimes de violences physi@ues et se(27 3549 12.21479() -3 n

s03.766447 ()
14

le nombre de personnes dans chacun de groupes ci-dessous : 1- membres des C6OC, 2- membres des 7utoritAs 6ocales, 3- victimes de violences sexuelles, 4- DAIAGuAs au(forums de groupements, 5- DAIAGuAs au(forums de DAIAGuAs et 6- ssem' IAes de

% B
C 5 D

- <mpacte sur les C6OC . 6
% +

A
(A
7

% 5; #
5 '

% n q 8. 3333 0 4 -4. 16702. 8981603570

contribuer à des processus qui protègent le droit à la vie, à l'intégrité physique, à la sécurité et à exercer une citoyenneté sociale et la non/discrimination

- La cohésion sociale passe par la convivialité entre la population, les autorités locales et les forces de l'ordre et de sécurité à travers les actions de négociation, de plaidoyer et de sensibilisation. Les sensibilisations et les plaidoyers sont toujours précédés par des sessions de renforcement des capacités

3 E 0 (1 Dans cette composante, on constate une amélioration de la gouvernance locale et de la confiance entre les autorités locales surtout les villages et chefferies et les citoyens, à travers le dialogue, la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et la promotion de la transparence et de la responsabilité des autorités locales envers les citoyens. Des données factuelles appuient ce constat.

- Le niveau de satisfaction de la population dans l'exécution des investissements a augmenté de 20%.
- Le niveau de satisfaction de la population quant à sa participation au processus du Budget Participatif a augmenté de 15%.
- Le niveau de satisfaction des femmes et autres groupes marginalisés quant à leur participation au processus du Budget Participatif a augmenté de 10%.
- La perception de la taxation illégale a diminué de 15%.
- Le niveau de satisfaction des autorités des villages quant à la collaboration avec les C6OC a augmenté de 10%.

Des considérations d'ordre qualitatif sont aussi à souligner.

- Un des meilleurs résultats de ce projet est qu'il a non seulement lancé de grands jalons pour une gouvernance participative, mais aussi et surtout a changé la mentalité de la population non payement des taxes, dans une zone caractérisée par une généralisation de la perception illégale des taxes et par un incivisme fiscal criant par manque d'informations et de collaboration entre gouvernants et gouvernés.
- Un autre aspect positif est lié au fait que les autorités locales et animateurs de la société locale changent et communiquent sur les questions de budget de leurs entités territoriales décentralisées. Il y a donc eu un rapprochement entre les autorités locales et la société civile. Tandis que les autorités locales considéraient la société civile comme leur opposant et cette dernière à son tour traitait les autorités locales des détracteurs et mauvais gestionnaires de la chose publique. Aujourd'hui il y a des échanges plus constructifs entre les autorités et les membres de la société civile.
- Actuellement, il y a déjà des indices de participation inclusive dans la conception des projets communautaires. Néanmoins, la grande difficulté est que le budget participatif n'est pas appliqué dans son intégralité et que le pourcentage de réalisation des projets est encore faible.

3 F 0 1 La capacité des C6OC et des populations à être améliorées dans la mise en place de mécanismes communautaires efficaces favorisant un accès à l'éducation des victimes de violences physiques et sexuelles et des services de soins appropriés dans les communautés. Les constats factuels qui appuient ce résultat sont.

VI9 LESSONS APPRISES

- L! mDt)o(o+o i' (' "" tt' D&!+*!tion 3L (i2t!n""? L tr!&'r2 +! rD"o+t'? #!r *n' DI *i#
(@nI *0t' *r2 ,o*rni' #!r +lbr !ni2m' .DnD,i"i!ir'? ('2 'nI *0t'2 (D&!+*!tion? face 8
la pandAmie de la COE<D/ # a AtA trJs ' AnAfi@ue @uant 8 l;implication de l'organisme
' AnAfficiaire dans la rAcolte d;information et 8 l;appropriation du processus d;Avaluation\$

- L'élaboration de la stratégie de gestion de la pandémie de COVID-19, en tenant compte de l'ordre naturel, pandémique et géopolitique, en allant au-delà des risques proposés dans le document de projet, et en définissant les actions et mesures à prendre en cas de matérialisation de ces changements éventuels.
- (, - . #

ANNE; ES

Ann'1' 1/1 *'2tion2 (0&!+*'!tion

CritKr'
DAC

C*'2tion (0&!+*'!tion

So*2-I *'2tion2

Dans quelle mesure le projet, tel qu'il a été mis en œuvre, a-t-il permis

Evaluation

Dans quelle mesure le projet a-t-il mis en place des
#ro'' 22*2 't (' 2 #ro"D(*r' 2 2o*t' n! nt +' rS+' (' +!
2o"iDtD "i&i+' afin de rAduire les violations de droits
civils et politi@ues et favoriser le respect de l;Etat de
droit, de la dAmocratie et de la pai(sociale en RDC Y

Im#i"t'

Annexe 2 / Présentation de l'initiative

a) Personnes responsables du suivi de la mission d'évaluation

| | | |
|-------|------------------|---------|
| Alain | Chargé du projet | , *) D |
|-------|------------------|---------|

b) Liste de personnes impliquées, au sein de l'agence de mise en place CDD dans l'évaluation 8
travers le remplissage d'un questionnaire issu de plusieurs séances de discussion interne

| | |
|----------|---|
| Alain | Directeur |
| Alain | Administrateur Général et chargé de contrôle de qualité de programmes |
| Mathilde | ancienne chargée de projets |
| Jim | Chargé de projet 8 la Caritas |
| Matthieu | Chef d'antenne |

c) Liste d'entités impliquées dans l'évaluation 8 travers le remplissage du questionnaire

| Liste des C6OCs 'AnAffiliés' membres par C6OC, séance de discussion par C6OC |
|--|
| - C6OC Comité local d'organisation communautaire de Mugendo centre |
| - C6OC Cishugi |
| - C6OC Mashimi |
| - C6OC Kamira Nord |
| - C6OC Kamira Sud |
| - C6OC Oulungu |
| - C6OC Mawonde |
| - C6OC Mawone |
| - C6OC Mulamba |
| - C6OC Keme |
| - C6OC Kenga |
| Liste des Autorités impliquées dans l'évaluation |
| - M. chef de chefferie de Mawonde |
| - M. chef de chefferie de Kamira Nord |
| - M. chef de groupement de Mugendo |
| - M. chef de groupement d'Kshungu |
| - chefs de villages 'AnAffiliés' du projet |
| - M. ancien Ministre provincial du Plan et Budget du Sud/Kivu |
| - M. Division de la Décentralisation |
| - M. RO, TCO |
| ! groupes de citoyens 'séances de brainstorming' |

Ann' 1' </ A"ron\$m' 2

| | |
|-------|---|
| CD0 | Caritas D'Avancement Ou1avu |
| C6OC | ComitA 6ocal d;Organisation Communautaire |
| C64D | ComitA 6ocal de 4ai(et D'Avancement |
| COR+, | ComitA pour la RAforme des , inances 4u' li@ues |
| D7C | ComitA d;7ssistance Commnautaire |
| +<) | +conomist <ntelligence) nit |
| +TD | +ntitA Territoriale D'AccentralisAe |